

Des voix: Règlement.

Mme Finestone: . . . ou encore vous êtes coupables de discrimination linguistique. Par conséquent, quelle leçon pourrions-nous tirer de cette initiative et comment avantagera-t-elle les travailleurs du secteur du bois d'œuvre de la Colombie-Britannique? Je voudrais au fond savoir quelle sera l'utilité de cette initiative.

Des voix: Règlement.

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, il a bien dû y avoir une question dans tout cela. Je crois toutefois que le ministre des Finances et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont fort bien réagi dans les circonstances devant une situation qu'ils jugeaient très grave pour le Canada. Nous nous sommes rendu compte du sérieux de l'affaire et avons agi comme il convenait. J'ignore si mon explication répond à la question car je ne sais pas au juste quelle était cette question.

* * *

● (1450)

ENVIRONNEMENT CANADA

LE RAPPORT DU GROUPE D'ÉTUDE

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et concerne le deuxième rapport présenté par le groupe d'étude sur l'avenir du ministère de l'Environnement. Le vice-premier ministre peut-il nous assurer que quelles que soient les recommandations de ce rapport, le ministère ne sera pas démembré et qu'on ne lui retirera aucune des responsabilités qui lui sont actuellement confiées dans le domaine de l'environnement au Canada?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, j'ai répondu à cette question la semaine dernière quand j'ai signalé à la Chambre qu'une équipe procédait à une étude finale. J'en ai alors donné les raisons. Quand celle-ci sera prête, elle viendra s'ajouter aux 21 rapports qui ont été déposés le 11 mars. Il est également entendu que le rapport final n'exprime pas la politique du gouvernement mais renferme plutôt diverses solutions qu'examinera un comité en temps opportun.

LE DÉPÔT DU RAPPORT

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, vendredi dernier, on n'a pas demandé au vice-premier ministre de nous donner l'assurance que le ministère de l'Environnement ne serait pas démembré ni privé de certaines de ses responsabilités. Voilà ce que nous réclamons aujourd'hui, en même temps que nous voulons savoir si le gouvernement compte déposer le rapport dès maintenant. Que je sache, celui-ci est terminé depuis quelque temps. Quand pourrions-nous en prendre connaissance?

Questions orales

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Dès qu'il sera imprimé, monsieur le Président. J'entends le déposer pour y donner la même suite qu'à ceux qui ont été déposés le 11 mars. La question sera renvoyée à un comité qui étudiera tous les rapports du groupe de travail . . .

M. Blaikie: Pouvons-nous en être sûrs?

M. Nielsen: Je rappelle au député qu'on nous a posé les mêmes questions le 11 mars et les jours suivants, et que nous avons répondu de la même façon. Il s'agit, je le répète, de la première démarche en vue d'en confier l'étude au cabinet. Nous passerons également par la voie des comités et des divers mécanismes de la Chambre.

* * *

L'AGRICULTURE

LES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES CONCERNANT LE CRÉDIT AGRICOLE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. En juillet dernier, le ministre avait promis de donner du mordant aux dispositions législatives concernant le crédit agricole afin d'aider les agriculteurs menacés de saisies ou de faillite. En janvier, le ministre cédait aux instances des banques et déclarait que cette législation serait adoucie selon leurs désirs. Le ministre a-t-il l'intention de présenter un projet de loi fort pour aider les quelque 8,000 agriculteurs aux prises avec de graves difficultés financières et non pas seulement la version édulcorée des banquiers?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, tout d'abord, je rejette la majeure partie des renseignements contenus dans le préambule du député. Pour répondre à la question en bref, disons qu'il est de notoriété que nous avons respecté nos engagements et nous avons la ferme intention de respecter aussi celui dont parle le député.

LA DATE DE LA PRÉSENTATION

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, le premier ministre avait promis que cette loi serait adoptée avant la fin de juin. Est-ce que le ministre pourrait nous dire pourquoi la Chambre n'a pas été saisie du projet de loi attendu dans les cinq dernières semaines, si le premier ministre désire sérieusement que la loi soit adoptée avant la fin du mois?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le premier ministre, le cabinet et le gouvernement sont sérieux au sujet de la loi. J'invite le député à jeter un coup d'oeil à son calendrier. Nous ne sommes pas encore à la fin de juin. J'espère obtenir l'appui de ses collègues, des miens et aussi du Nouveau Parti démocratique; il n'en tient qu'à eux que nous réussissions à respecter ce délai.